

## TRANSITION ENERGETIQUE : Que faire de ces préconisations citoyennes ?

Après la participation de plus de 2 700 personnes à 86 débats-citoyens réalisés sur 6 mois,  
après plus de 160 contributions réalisées en petits groupes,  
après plus de 1 500 questionnaires renseignés,  
il ressort les principales préconisations suivantes :

- Un diagnostic largement partagé sur une situation énergétique et climatique très préoccupante, nous invitant à nous engager et à agir ;
- Une vision d'avenir énergétique pérenne centrée sur les énergies renouvelables, associée à une réduction significative de nos consommations d'énergie au travers de nos modes de vie et de consommation ;
- Une attente forte d'être associé aux processus de décision au travers d'une gouvernance territoriale multi-parties prenantes à inventer, avec une articulation pertinente et cohérente des différentes échelles du territoire ;
- Un besoin affirmé de formation, d'information et d'implication du plus grand nombre pour que chacun puisse comprendre l'intérêt individuel et collectif de s'engager et de « faire sa part » ;
- La prise en compte des principes de solidarité, de responsabilité et de démocratie dans les dispositifs à imaginer et les décisions à prendre ;
- Une volonté de voir ces préconisations suivies d'effet, de poursuivre cette dynamique collective, condition nécessaire pour relever les défis.

La suite est à écrire ensemble

Contact : [trans-ener@mines-nantes.fr](mailto:trans-ener@mines-nantes.fr)  
Site : <http://www.mines-nantes.fr/TRANSITION-E>



### VERS UNE TRANSITION ENERGETIQUE

Quelles énergies pour demain et pour tous,  
sur le territoire ?



## Préconisations citoyennes



*Prendre de la hauteur  
Déverrouiller l'imaginaire  
S'indigner et s'engager*



Mise en forme : Clotilde Damerose Communication

Ce projet a été mené grâce à l'investissement bénévole d'un grand nombre d'acteurs du territoire :

Bernard ALLAGNAT (INDDIGO), Samuel AUBIN (Chaire dhd&t),  
Sylvie COHU (Polytech), Moïse CROCHET (ESAIP),  
Jean-Luc DOTHEE (QUALEADER), Emilie GADOIN (Polytech),  
Marie-Véronique GAUDUCHON (LUMO), Nicolas GENDRE (SYDEV),  
Bernard LEMOULT (Ecole des mines), Denis MUSARD, Alain RETIERE (TASK),  
Pierre VACHER (Université), Christine VILBERT,  
des étudiants de l'ESAIP et de l'Ecole des mines,  
Xavier PETILLON et Clotilde DAMEROSE,  
l'ADEME pour son aide financière au traitement des données par ARAIS, coopérative  
d'études et de conseils,  
les partenaires du projet.

Que tous ces acteurs en soient remerciés.

Cette démarche se situe dans le cadre des états régionaux  
de l'énergie organisés par la Région des Pays de la Loire  
et du débat national sur la transition énergétique



### Partenaires du projet



## Préambule

Les ressources fossiles (pétrole, gaz, charbon) et fissiles (uranium) sont par nature limitées et vont devenir de plus en plus rares, à commencer par le pétrole. Les conséquences porteront sur le prix, l'accès... et interpellent notre modèle même de développement.

Par ailleurs, les scientifiques nous alertent depuis longtemps sur les conséquences du réchauffement climatique lié à la consommation des énergies fossiles. Les rapports du GIEC (Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat) se font de plus en plus alarmants.

A partir de ce que nous disent les instances internationales sur la situation énergétique et climatique, et de ses conséquences, chacun d'entre nous doit pouvoir s'exprimer sur l'importance ou non d'engager une transition énergétique. Mais avant de parler technique, il est important de définir ensemble la vision de notre avenir énergétique et donc d'échanger sur les choix de société à faire.

**Dans ce cadre, la Chaire développement humain durable & territoires a invité les citoyens de la région des Pays de la Loire à participer à des débats-citoyens, entre octobre 2012 et mars 2013.**



D'une durée d'environ 2 h chacun, ces débats ont été organisés autour de deux questions principales :

- sur la base de ce que nous disent les instances internationales, **la situation énergétique et climatique actuelle doit-elle nous amener à engager une transition énergétique ?**
- **quels choix de société pour cette transition énergétique, en matière de consommation, de production, de prix, d'accès et de gouvernance ?**

Les préconisations présentées dans ce document sont issues des réponses aux questions ouvertes du questionnaire ainsi que du travail effectué en petits groupes lors des débats.

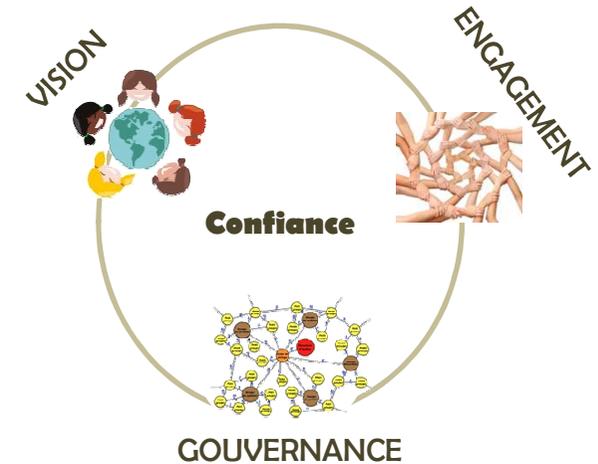
Au-delà des préconisations, de nombreuses questions restent posées et sont, pour les plus importantes d'entre elles, également présentées.

## Les fondamentaux de la transition ... énergétique

La Chaire développement humain durable & territoires fait l'hypothèse que **tout projet de transition sociétale doit s'appuyer sur trois fondamentaux :**

- la vision,
- la gouvernance,
- l'engagement.

Ces fondamentaux constituent le filtre à appliquer à tout projet de territoire, tant dans sa conception que dans sa mise en œuvre et son suivi.



### Vision

Choix de société / énergie-climat (solidarité, responsabilité et coopération)

*Quel projet de société en matière d'énergie ? Quel avenir voulons-nous construire ensemble ? Quels principes d'actions, quelles valeurs pour nous guider ?*

### Gouvernance

de l'énergie (démocratique et collaborative)

*Quelle implication démocratique du plus grand nombre ? Quelle articulation entre les élus, les corps intermédiaires et les autres citoyens ? Quelle démocratie collaborative pour articuler les décisions du court terme avec la vision de long terme ?*

### Engagement

individuel et collectif (personnes, groupes et organisations)

*Quelle part prenons nous, à titre individuel et dans nos organisations ? Comment articuler les politiques publiques et l'action des autres acteurs du territoire ?*

Ce n'est que dans une articulation pertinente de la vision, de la gouvernance et de l'engagement que la confiance pourra émerger entre tous.

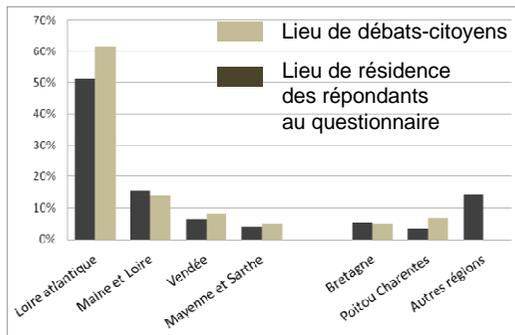
Or, comme dans beaucoup de situations, la confiance est le moteur de l'action.

# Qui sont les citoyens mobilisés ?

86 débats dans 30 villes



Les résidents en Loire atlantique ont majoritairement répondu au questionnaire ... du fait d'un nombre de débats plus important.



Les 200 personnes originaires de régions hors grand ouest ont répondu au questionnaire sans avoir participé à un débat. Les réponses diffèrent cependant peu des autres.

2 700 participants

Adhérents d'associations	30%
Etudiants de l'enseignement supérieur	30%
Salariés d'entreprises	20%
Citoyens invités par les communes	20%

Plus de 160 petits groupes en débats

1 500 questionnaires renseignés

Près de 60% des participants aux débats ont renseigné le questionnaire.

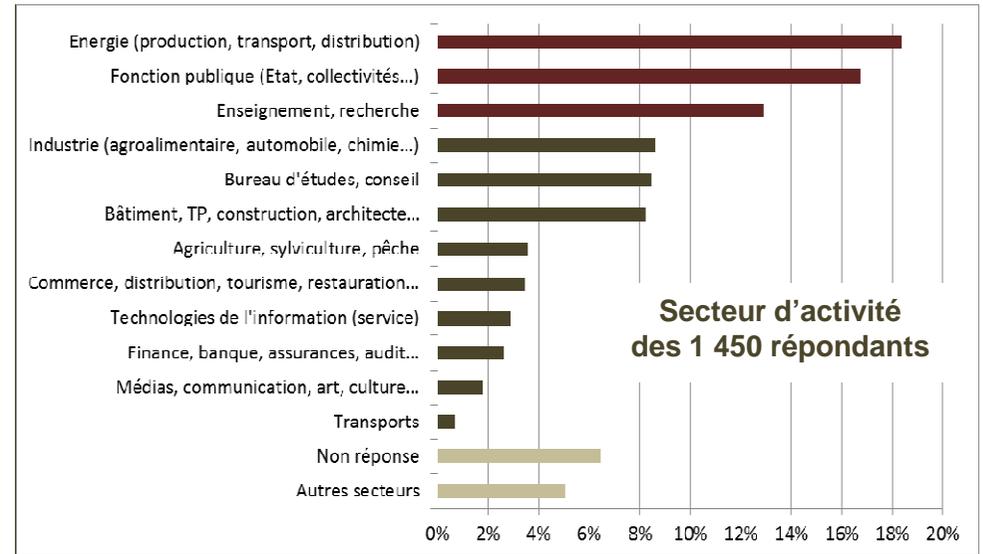
Plus de 80% des participants ont formulé au moins un commentaire ou une préconisation.

*Note : le traitement et l'analyse ont été réalisés sur les 1 450 questionnaires disponibles fin mars 2013.*

## Un public sensibilisé ?

A noter que les citoyens (élus, salariés, habitants, étudiants...) ayant participé aux débats, et/ou ayant répondu au questionnaire, étaient probablement déjà sensibilisés à ces sujets, voire même engagés.

## 50% sont issus des secteurs de l'énergie, de la fonction publique et de l'enseignement



Plus de 35 % des étudiants ayant répondu souhaitent s'orienter dans un secteur lié à l'énergie (production, industrie, bâtiment, bureau d'études..)

## Près de 30% entre 20 et 30 ans

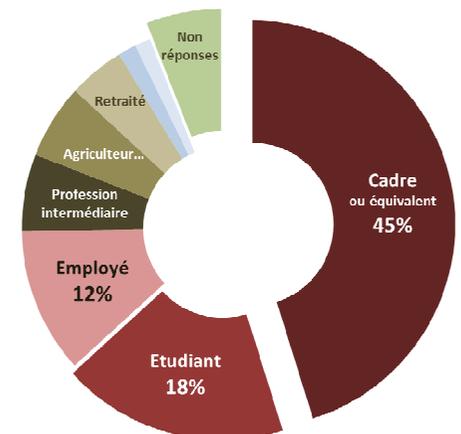
La répartition des âges est relativement équilibrée, avec cependant près de 30 % de répondants de 20 à 30 ans (mobilisation des étudiants).

## Près de 65% d'hommes

Le taux passe à 75% pour le secteur de l'énergie.

## ... et 73% d'urbains

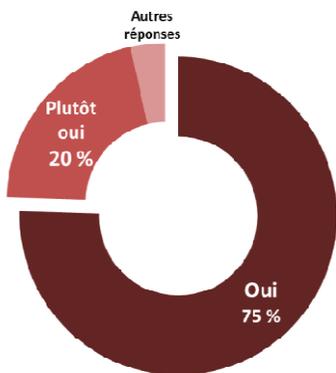
## 45% de cadres



Catégories socio-professionnelles des répondants au questionnaire

## Un constat partagé sur la situation énergétique et climatique

95% partagent le constat sur la situation énergétique et climatique



Avec 75 % de "oui" et 20% "plutôt oui", la réponse est sans appel et ce quel que soit le secteur d'activité ou le statut.

La présentation de la situation faite lors des débats a probablement consolidé des avis plus ou moins prononcés initialement.

## Ce qui interpelle le plus lors des débats...

### La question de notre modèle de développement très énergivore...

... qui mobilise près de 50% de l'énergie mondiale pour 15% seulement de la population.

*Quelle serait la situation si tous les pays se mettaient à suivre ce modèle ?*

### La question du prix

Quelle valeur au non renouvellement d'une ressource comme le pétrole ? Pourquoi du kérosène non taxé pour l'aviation ? Santé, déchets... ?

*Payons-nous le vrai prix de l'énergie ?*

### La question du temps...

... avec le pic de consommation des ressources fossiles et fissiles sur une échelle de temps de plusieurs millénaires, alors qu'il aura fallu plus de 100 millions d'années pour qu'elles se forment. L'extraction de nouvelles ressources fossiles ne pourrait repousser l'échéance que de quelques décennies.

*Mais à quels coûts économiques, environnementaux et pour quel "répit" ?*

... avec, pour une même augmentation de température (environ 5°C), une durée de 100 ans pour le réchauffement actuel attendu et d'environ 10 000 ans pour passer d'une ère glaciaire à une ère interglaciaire.

*Comment s'adapter en si peu de temps ?*

## Ce qui interpelle le plus dans le questionnaire...

Plus de 70% font des commentaires, tant en termes d'approbation que d'interrogation

### Capacité d'action

Un doute sur la capacité d'action de l'Homme à faire passer l'intérêt général avant l'intérêt individuel, tant au niveau international que local.

### Les limites de nos connaissances

Les limites de nos connaissances pour avancer de telles perspectives climatiques et énergétiques (basées sur des connaissances actuelles, pas toujours de consensus sur les informations, manque de recul, doute sur les méthodes utilisées, ...).

### Le temps qui passe

Une lente prise de conscience de la situation et une incapacité à anticiper face aux enjeux de long terme. Difficile pour le citoyen de se projeter, de se sentir concerné (manque de certitude face à l'avenir, sentiment d'impuissance face aux constats...).

### Humilité

Des doutes sur la légitimité des pays occidentaux à « faire la leçon » aux pays émergents sur un modèle de production et de consommation qui a été à la base du développement de nos sociétés

### Frilosité politique

La frilosité politique à prendre des décisions sur du temps long, face à une multiplicité de décisionnaires et des renouvellements de mandats sur un temps court.

### Trop tard ?

La transition énergétique doit se faire, mais le temps de l'action n'arrive t'il pas trop tard ?

### Le contexte économique

Au regard de la situation économique et sociale, la question de la transition énergétique ne passe t'elle pas au second plan ?

### Changement systémique

La nécessité de penser le changement de manière globale, et pas seulement du point de vue énergétique, ce qui suppose un rapport différent aux modes de vie et aux valeurs.

### Quels besoins ?

La nécessité de clarifier la notion de besoin élémentaires, de confort, accessoires, selon les territoires, pour penser le changement de comportement et agir.

### Implication de tous

La nécessité de l'implication de tous dans la transition énergétique pour changer de pratiques, de comportements, de modèle...

## VISION :

### Une société énergétique renouvelable, juste et solidaire

90% souhaitent fixer les énergies renouvelables comme vision de société énergétique

#### LES ENERGIES RENOUVELABLES COMME CIBLE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE

Avec 60% de "oui" et 32% de "plutôt oui", les personnes interrogées souhaitent clairement les énergies renouvelables comme cible de la transition énergétique

Plus de 70% font des commentaires et des propositions

#### Les leviers perçus

##### Pérennes

Les énergies renouvelables sont par définition renouvelables et donc pérennes. Faiblement émettrices de gaz à effet de serre (GES) lors de la construction et du démantèlement, elles n'en n'émettent pas dans la phase de production.

##### Moins risquées

Elles sont ressenties comme présentant le moins de risques pour l'Homme et son environnement, pour les générations présentes et futures.

##### Production locale

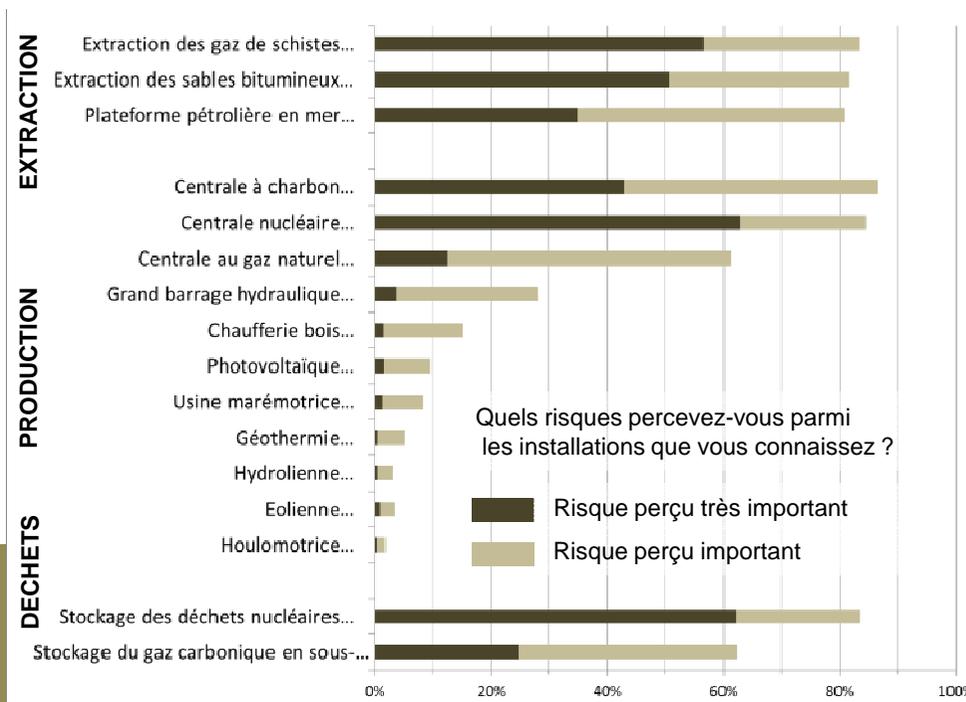
Elles peuvent être produites localement, au plus près des lieux de consommation, rapprochant le consommateur du lieu de production, changeant ainsi son rapport à l'énergie et à sa consommation.

##### Avantages sociaux et économiques

Elles peuvent générer de l'emploi local et permettre une dynamique d'investissement citoyen. Par ailleurs, elles peuvent conduire à plus d'indépendance énergétique, tant sur le plan de la balance commerciale de la France que sur le plan géopolitique.

##### Maîtrise du prix

Le prix du « combustible » renouvelable est maîtrisé dans le temps (il est en théorie gratuit), contrairement au combustible fossile ou fissile dont le prix dépendra de plus en plus de dimensions techniques (extraction difficile, réserves limitées, risques majeurs), géopolitiques (dépendance des producteurs, crises), climatiques (émissions de GES, phénomènes climatiques extrêmes).



#### Les freins perçus

##### Intermittentes

Les énergies renouvelables sont intermittentes dans leur production (variations de la puissance produite, peu de solutions de stockage...), d'où la nécessité d'un mix énergétique afin d'assurer une production énergétique satisfaisante.

##### Coûts

Elles génèrent des coûts importants au regard des nouvelles technologies que requiert leur production.

##### Délais

Elles demandent du temps (recherche et développement, installation).

## VISION : Une société énergétique renouvelable, juste et solidaire

### Ce que les participants proposent...

#### Réduire les consommations

Réduire les consommations actuelles d'énergie de manière très importante pour assurer plus rapidement nos besoins énergétiques à partir d'énergies renouvelables, et pour ne pas alourdir notre facture énergétique.

#### Réglementation

Imposer des réglementations et normes pour favoriser le développement des énergies renouvelables (ENR) notamment en matière d'urbanisme

#### Mix énergétique en attendant

Installer prioritairement des équipements de production d'énergie à partir de ressources renouvelables, en s'appuyant sur les énergies fossiles et fissiles pendant la phase de transition (mix énergétique), avec une échéance de transition fixée principalement par les enjeux climatiques.

#### Recherche

Développer la recherche scientifique pour préparer les mutations technologiques nécessaires à la transition énergétique (stockage d'énergie, "smartgrid", photovoltaïque...)

### ...en s'appuyant sur les principes fondamentaux suivants.

Prendre en compte une **solidarité entre territoires**, tant sur le plan local que national, certains étant plus dotés que d'autres en matière d'énergie renouvelable.

**Expliquer et échanger avec le plus grand nombre** de citoyens en vue d'une élaboration plus collective des solutions à apporter.

#### LES PRINCIPALES QUESTIONS POSÉES ...

- Nos besoins énergétiques peuvent-ils être assurés uniquement avec des ENR ?
- Sur combien de temps pourrait ou devrait se faire cette transition ?
- Comment financer cette transition dans le contexte économique et financier actuel ?
- Quelles sont les conséquences sociétales d'une production diffuse de l'énergie ?

## VISION : Une société énergétique renouvelable, juste et solidaire

Près de **80%** souhaitent que le prix de l'énergie intègre les coûts directs et indirects

Pour près de 80% des personnes interrogées (47% "oui" et 32% "plutôt oui") le prix de l'énergie doit intégrer les coûts directs et indirects

Près de **90%** souhaitent une solidarité d'accès à l'énergie

Pour près de 90% des personnes interrogées (56% "oui" et 33% "plutôt oui") il est nécessaire d'instaurer un dispositif de **solidarité d'accès à l'énergie pour tous** pour couvrir les besoins élémentaires

### Ce que les participants proposent...

#### Pour toutes les énergies

Prendre en compte l'ensemble des coûts pour définir le prix des énergies : R&D, construction, exploitation, démantèlement, assurances, risques, déchets, changements climatiques, non renouvellement d'une ressource, impacts environnementaux, santé...  
Inscrire ce dispositif sur un horizon de temps donné relativement court (échéances climatiques).

#### Aides adaptées

Concevoir des dispositifs d'aide pour les plus démunis, et qui ne soient pas directement un allègement de leurs factures énergétiques mais une prise en charge de travaux (ex : d'isolation) ou de changements d'équipements.

#### Typologie de « besoins »

Différencier le prix de l'énergie entre différents niveaux de besoins humains (élémentaires, de confort, accessoires), et/ou en fonction des revenus.

#### Investissements

Réserver les recettes supplémentaires liées à l'augmentation du prix de l'énergie pour des projets "énergie-climat" (de la R&D aux projets opérationnels).

#### LES PRINCIPALES QUESTIONS POSÉES ...

- Est-ce au citoyen d'assumer cette hausse de prix ?
- L'augmentation de prix servira-t-elle vraiment à financer les coûts externes ?
- Comment quantifier certains coûts « externes » (perte d'une ressource, risque...)?
- L'augmentation des prix ne va-t-elle pas accentuer la précarité énergétique ?

## GOVERNANCE : Critique du système actuel et perplexité

95% souhaitent des décisions collectives et dans la durée

Plus de 95% des personnes interrogées souhaitent que :

- les décisions se prennent de manière collective (70 % de "oui" et 25 % de "plutôt oui")
- les décisions structurantes prises par l'Etat et les collectivités s'inscrivent clairement dans la durée (80 % de "oui" et 15 % de "plutôt oui")

Les participants ont centré leurs réponses autour de :

### Une critique du système de gouvernance actuel

**Une critique assez générale du fonctionnement actuel du système de gouvernance...**

Face aux enjeux soulevés par les questions d'énergie et de climat, le fonctionnement actuel de notre démocratie représentative n'apparaît pas satisfaisant à la grande majorité des participants.

**... et une défiance sur les enjeux de long terme**

C'est sur la question de la prise en compte des enjeux de long terme que s'exprime la plus grande défiance vis-à-vis de nos élus.

Ceux-ci n'apparaissent pas en situation aujourd'hui de dépasser les pressions exercées de toute part qui tendent à enfermer l'action dans le seul calendrier électoral.

### Une grande perplexité dans la réflexion

Les participants témoignent d'une **grande perplexité sur les solutions à apporter**, celles-ci faisant appel (ou pas) au jeu démocratique et au local (ou au national) pour engager la transition.

Plusieurs participants doutent d'un autre modèle de démocratie représentative du fait d'une nécessaire efficacité dans la prise de décision, de la légitimité des élus à décider, du manque d'information actuel des citoyens...

D'autres personnes expriment en revanche la nécessité de faire évoluer notre démocratie représentative actuelle, allant d'une réforme profonde du système à d'autres formes parfois moins démocratiques.

Ce que les participants proposent...

### Gouvernance partagée

**Une attente en direction d'une gouvernance partagée.** Cette gouvernance doit être capable d'articuler réellement les participations et rôles des différentes parties prenantes aux différentes échelles : les citoyens d'une part, les corps intermédiaires (et notamment monde associatif), l'Etat, les experts... d'autre part.

### Information, formation, implication

**Une attente très forte d'information, de formation et d'implication du citoyen.**

A partir des questions concrètes soulevées par les enjeux d'énergie et de climat, de nombreux participants proposent une forme "d'éducation populaire" à mener sur le territoire et dans la durée. Cette démarche apparaît être une condition de réussite et de crédibilité incontournable pour une réelle mise en mouvement de la société civile dans le cadre de la transition énergétique.

**Après s'être formé, le citoyen est légitime à s'impliquer** à l'élaboration collective des solutions à apporter et des expérimentations à mener.

### Faire évoluer profondément notre démocratie représentative

Les propositions portent sur :

- **les élus** : statut et nombre, cumul des mandats, transparence et indépendance au regard des lobbies, responsabilité post mandat...
- **le mode de fonctionnement** : principalement sur le processus d'élaboration des décisions.

### Evaluer et rendre compte

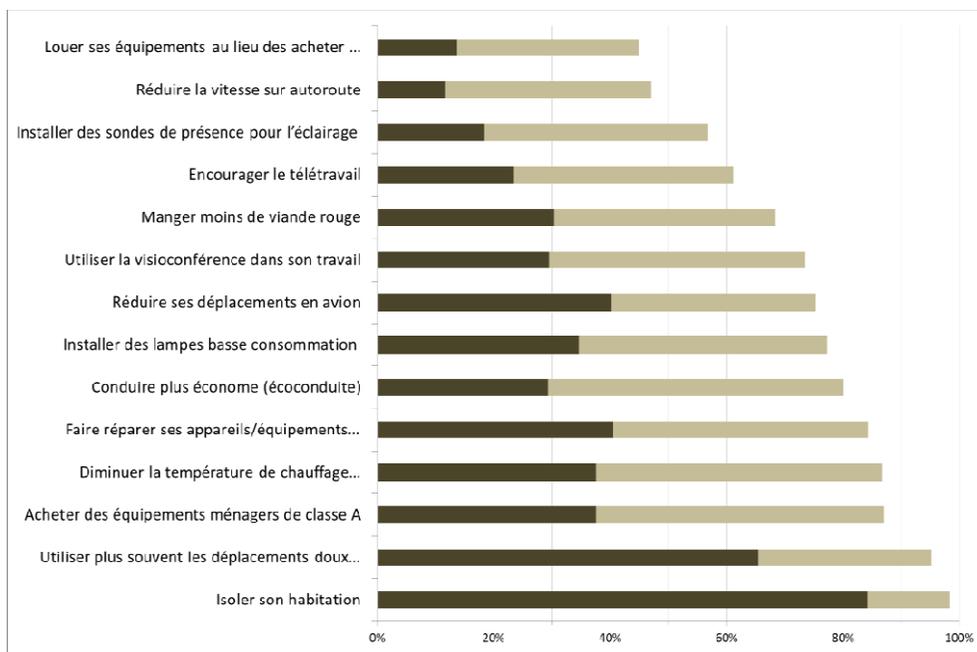
**Une attente d'évaluation dans le temps** (rendre compte) s'exprime, tout en renvoyant les modalités à un nouveau **modèle de gouvernance alternatif à inventer** (instance de décision indépendante et pérenne, échelles de décision territoriale/nationale, ...).

## ENGAGEMENT : Faire sa part et faire la part des choses

### Réduire ses consommations d'énergie

Réduire ses consommations d'énergie constitue une priorité, chacun devant agir à son échelle, l'Etat, les collectivités, les organisations et les personnes

« Parmi les exemples suivants, quels sont pour vous les changements les plus importants à engager pour réduire nos consommations d'énergie ? »



### Faire la part des choses

Faire la part des choses entre ses besoins élémentaires, de confort et accessoires. Près de 60% des participants considèrent comme « très important » de réduire sa consommation de biens non indispensables, à ajouter aux 30 % qui estiment que c'est « important ».

### Ce que les participants proposent...

Les propositions relèvent du niveau national/européen pour certaines, mais également de politique territoriale volontariste et d'engagement personnel pour d'autres. Au-delà des nombreuses solutions techniques qui prolongent la liste proposée dans le questionnaire, les participants ont fait :

#### Des propositions sur nos modes de vie

Questionner nos modèles dominants, notre rapport à la consommation, avec en particulier :

- la question de la publicité pour consommer plus au service de la "croissance"
- éco-concevoir des équipements réparables et à longue durée de vie.
- favoriser la réutilisation des biens, objets et équipements
- produire et s'approvisionner en local, en circuits courts.

Adapter la bonne énergie au bon usage, notamment dans le bâtiment où l'enjeu énergétique est prioritaire.

On citera par exemple: *limiter au maximum l'installation du chauffage électrique en construction neuve, voire l'interdire en rénovation, installer du solaire thermique pour l'eau chaude sanitaire, réduire l'éclairage urbain et commercial...*

Favoriser des expérimentations locales, faciliter et accompagner le pilotage des projets par les habitants ou les entreprises/organisations (ex : 1 semaine sans voiture, 1 semaine sans viande, site internet de partage d'idées...).

#### LES PRINCIPALES QUESTIONS POSÉES ...

- Prendre son temps conduit-il vraiment à perdre son temps ?
- Faut-il continuer à tout motoriser (vitres des voitures, stores, portails...)?
- Ne passons nous pas notre temps à critiquer ce que ne font pas les autres (voisin, décideurs, élus...) alors que nous pourrions passer ce temps à faire ?
- Attention à ne pas culpabiliser mais à responsabiliser

#### Des propositions éducatives

Le besoin d'éducation, de sensibilisation et de formation du plus grand nombre aux techniques et aux pratiques plus responsables.

Développer des outils techniques pédagogiques, individuels et collectifs pour mesurer les progrès réalisés à différentes échelles de temps (de l'année à la décennie par exemple).

## 9 PRECONISATIONS CITOYENNES pour une transition énergétique

1. Engager sans délai une transition énergétique ambitieuse à la hauteur des enjeux climatiques et de la raréfaction des ressources énergétiques non renouvelables

« Entreprendre la transition dès maintenant »

2. Cibler la transition énergétique sur les énergies renouvelables, à une échéance guidée en priorité par la perspective des changements climatiques

« Il faut miser sur le renouvelable dans le délai imparti par la question du climat, mais cela ne suffit pas [...]. Il faut jouer sur tous les tableaux le plus intelligemment possible »

3. Réduire prioritairement notre consommation actuelle d'énergie en agissant sur nos modes de vie (habitat, mobilité, alimentation...) individuels et collectifs et en redéfinissant les contours de notre modèle de développement (consommation, publicité, durée de vie des équipements, réparation, ...)

« Il faut repenser nos façons de vivre »...

« Produire plus écologique et surtout consommer moins et mieux »

4. Intégrer progressivement les "externalités" dans le prix des énergies, tout en veillant à ce que chacun puisse avoir accès à l'énergie pour couvrir ses besoins élémentaires

« Il faudrait avoir un système progressif, en fonction de la taille de la famille, de la zone géographique.»

5. Inventer et expérimenter des mécanismes et des outils financiers qui permettront cette transition énergétique

6. Imaginer les contours d'une démocratie territoriale, avec l'ensemble des parties prenantes (élus, associations, organisations, entreprises, autres citoyens...), pour favoriser l'élaboration collective des projets, de leur suivi et des décisions que prendront au final les élus

« Il faut agir ensemble dès maintenant. Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin ? »

7. Favoriser une articulation pertinente des différentes échelles du territoire pour définir les stratégies en matière d'urbanisme, d'énergie, de transport... , en lien avec les autres territoires

« Inventons une instance de partage, d'échanges et d'évaluation à laquelle pourraient participer tous les acteurs de l'énergie et les citoyens sous une forme à imaginer »

8. Organiser la mobilisation de tous les acteurs pour informer et former le plus grand nombre de personnes du territoire sur les enjeux et les réalités énergétiques et climatiques. Cette mise à niveau leur permettra de s'impliquer en pleine connaissance de cause dans l'élaboration et l'expérimentation de solutions, de projets d'énergie territoriale et citoyenne...

« Il semble utopique aujourd'hui de dire que tous les citoyens ont le même degré de pertinence quant aux choix majeurs à opérer dans la gouvernance. A moins d'une politique éducative forte, qui vise à leur donner la compétence pour exercer un suffrage scientifique au regard des problématique soulevées »

9. Faire prévaloir dans toutes les décisions à prendre les principes de solidarité, de responsabilité et de démocratie

« La solidarité nous permettra d'avancer tous ensemble vers demain »

## Les DEBATS-CITOYENS vus ... par les citoyens !

### Ce qui a été apprécié...

La diversité des participants d'horizons différents

Se déplacer sur les territoires (valorisation de l'échelle locale)

La diversité des idées (richesse de la réflexion)

L'échange et le partage des idées

La démarche du « aller vers » les citoyens a globalement été appréciée et est encouragée pour la suite.

### Ce qui a été regretté...

Un temps de débat en petit groupe trop court.

Des sous-groupes avec parfois peu de participants pour échanger (limite la réflexion).

Peu de recul pour réfléchir aux constats.

Parfois un manque de connaissances des participants (freine la réflexion)